

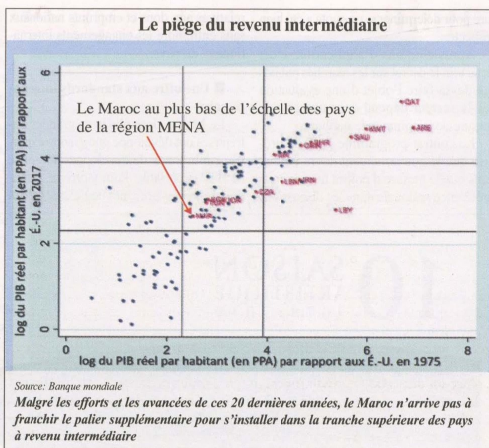
Nouveau warning de la Banque mondiale

• Un taux d'investissement public supérieur à 30% du PIB sans gros impact

• Les laissés-pour-compte restent encore trop nombreux

• Au rythme actuel, il faudra 24 ans pour réduire les disparités régionales

LE Maroc peut toujours se targuer de jouir de la stabilité macroéconomique, mais «le principal défi à moyen terme sera de générer une croissance plus forte, durable et inclusive». Dans un rapport publié, hier, sur la région Mena, la Banque mondiale résume ce qui doit être l'alpha et l'oméga de la politique économique. La pertinence du modèle de développement est encore une fois remise en cause. En effet, malgré un taux d'investissement



supérieur à 30% du PIB depuis une décennie, le modèle, fondé sur la demande intérieure, risque de faire son temps sans un relèvement significatif des retombées de l'investissement et de la productivité. Au cours de ces dernières 20 années, la

taux de convergence annuel soit de 4%, il faudra attendre 24 ans pour que les disparités régionales soient réduites de moitié. D'où l'urgence «d'accroître les fruits de la croissance découlant du modèle de régionalisation avancée», suggèrent les experts de la Banque mondiale

La croissance économique pour 2018 devrait être «atone» malgré une hausse inattendue de la production céréalière. Le ralentissement est principalement attribué à la forte baisse de la croissance de la valeur ajoutée agricole de 14,8% au premier trimestre 2017 à 2,5% au terme du premier trimestre 2018. Un repli qui n'est que partiellement compensé par les bons résultats des activités non agricoles. Ces derniers ont augmenté de 3,4% contre 2% seulement au premier trimestre 2017, essentiellement grâce au rebond des activités secondaires et tertiaires. L'augmentation a été principalement prononcée dans les industries extractives du fait des performances du phosphate.

La croissance au niveau de la demande a été principalement soutenue par la consommation privée et l'investissement. Bien qu'elle ait augmenté, l'inflation est restée contenue dans la limite de 2% en raison de la poursuite d'une politique monétaire prudente. Pour sa part, le taux de chômage au deuxième trimestre

2,9% de croissance pour 2019

POUR 2019, le PIB agricole devrait ralentir. Ce qui ramènera la croissance du PIB à 2,9%. Mais le PIB non agricole se maintiendra grâce au secteur manufacturier qui bénéficie d'investissements étrangers substantiels, notamment dans l'automobile et les services. Le déficit courant pourrait connaître une amélioration sensible pour se situer autour de 4% du PIB grâce à la croissance des exportations, des recettes touristiques et des transferts de fonds qui compensent l'augmentation des importations énergétiques. Cette amélioration s'explique également par la reprise économique chez les principaux partenaires commerciaux du Royaume. □

croissance a principalement reposé sur l'accumulation de capital public, souvent dans des opérations conjointes impliquant des IDE et des entreprises d'Etat, qu'il sera difficile de conserver si les gains de productivité totale des facteurs ne suivent pas. Pour cela, le Maroc est attendu sur l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité de l'économie, notamment en favorisant des politiques commerciales et de concurrence. Si ces conditions sont remplies, «la croissance de l'économie non agricole pourrait s'accélérer à moyen terme d'environ 5%. Depuis quelques années, la croissance profite certes aux pauvres, mais l'écart entre les taux de pauvreté urbaine et rurale reste important. Au niveau des 12 régions, l'on observe une convergence mais asymétrique. Ce processus est loin d'être achevé. En effet, à supposer que le

2018 est tombé à 9,1%, mais il reste élevé chez les jeunes citadins (23,1%) et les jeunes instruits (16,5%).

A l'image de la majorité des pays de la région Mena, la femme marocaine ne représente que 21% de la population active, soit un taux inférieur à celui de toutes les régions ayant un niveau de développement économique similaire (Banque mondiale 2017). Nombreuses sont les femmes diplômées obligées de rester chez elles à cause de la désapprobation générale de leur présence sur le marché du travail. La cause du faible taux de travail des femmes s'explique également par leur analphabétisme plus élevé que chez les hommes.

Bien que la loi de finances 2018 l'ait fixé à 3%, le déficit budgétaire est estimé à 3,3% du PIB. □

H. E.